**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC D'ANTOINE-LABELLE
COMITÉ ADMINISTRATIF**

Procès-verbal du comité administratif de la MRC d'Antoine-Labelle, tenu à la salle des Préfets, édifice Émile-Lauzon, 405, rue du Pont à Mont-Laurier, le 7 février 2023 à 13 h 30, la séance ordinaire ayant été convoquée selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

Sont présents et forment le quorum requis :

M. Daniel Bourdon, préfet
M. Normand St-Amour, préfet suppléant
Mme Colette Quevillon, membre
M. Pierre Flamand, membre
M. Denis Lacasse, membre
M. Yves Bélanger, membre

Me Mylène Mayer, secrétaire-trésorière directrice générale, et Mme Karine Labelle, adjointe administrative à la direction générale, sont également présentes.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le préfet, M. Daniel Bourdon, ouvre la séance à 13 h 40.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16444-02-23

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉE

AGENDA DES RÉUNIONS ET DES PROCHAINES SÉANCES

Les membres du Comité administratif prennent connaissance des prochaines rencontres prévues à l'agenda pour les mois de février et mars 2023.

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16445-02-23

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE
DU 12 JANVIER 2023**

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 janvier 2023 tel que rédigé.

ADOPTÉE

SERVICES FINANCIERS

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16446-02-23

**REGISTRES DE CHÈQUES GÉNÉRAL ET DES SALAIRES
- JANVIER 2023**

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt les registres de chèques suivants :

- le registre de chèques général, portant les numéros 60151 à 60253, totalisant 835 453.91 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023;
- le registre de chèques des salaires, portant les numéros 521163 à 521179 (élus), les numéros 521110 à 521162 (employés) et les numéros 521180 à 521232 (employés), totalisant 167 200.65 \$, tous en dépôts bancaires et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16447-02-23

REGISTRE DES PRÉLÈVEMENTS - JANVIER 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre des prélèvements, portant les numéros 235 à 241, totalisant 157 759.32 et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16448-02-23

REGISTRE DE CHÈQUES DE LA COUR MUNICIPALE - JANVIER 2023

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques de la Cour municipale, portant les numéros 1548 à 1555, totalisant 38 123.82 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16449-02-23

REGISTRE DE CHÈQUES DES TPI - JANVIER 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des TPI, portant le numéro 1449, au montant de 3 423 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16450-02-23

REGISTRE DE CHÈQUES FIDUCIE - JANVIER 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques Fiducie, portant les numéros 749 à 752, totalisant 7 033.81 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023. Le chèque numéro 733 daté du 31 mars 2022, au montant de 5 769.90 \$ a été annulé et remplacé par le chèque numéro 752 daté du 31 janvier 2023, au même montant.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16451-02-23

COMPTES À RECEVOIR DE 60 JOURS ET PLUS

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé, sujet à vérification, l'état des comptes à

recevoir de 60 jours et plus, totalisant des soldes impayés de 9 158.83 \$, incluant les intérêts, au 31 janvier 2023.

ADOPTÉE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RAPPORT DU PRÉFET

Le préfet, M. Daniel Bourdon, mentionne ses dernières activités et rencontres depuis la dernière séance du comité administratif.

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La directrice générale informe les membres du Comité administratif des activités de la direction générale depuis la dernière séance, à savoir :

Administration générale :

- Rencontre firme pour planification stratégique | 17 janvier 2023
- Rencontre Me Frenette suivi avis taxation immeubles MRCAL | 18 février 2023
- Rencontre firme pour modification mandat planification stratégique | 26 janvier 2023
- Rencontre Ville de Mont-Laurier dossier taxation | 30 janvier 2023
- Formation HEC COMAQ Loi 25 pour gestionnaires | 1^{er} février 2023

IHV :

- Rencontre mandat redevance suivi firme | 16 janvier 2023
- Rencontre CTAL divers | 16 janvier 2023
- Échange nouveau branchement et demande de partage information et proposition rencontre | 3 février 2023
- Rencontre Bell et Télébec pour facturation frais d'attache | 20 janvier 2023
- Revue d'avancement plan d'entretien avec YRH | 25 janvier 2022

Ressources humaines :

- Suivi employés ingénierie
- Rencontre santé et sécurité | 25 janvier 2023
- Début des rencontres annuelles avec les employés
- Présentation du rapport annuel aux employés.es | 2 février 2023
- Comité de gestion | 6 février 2023
- Préparation formation sensibilisation
- Départ employé occasionnel à venir

Patrimoine immobilier :

- Comité régional | 16 janvier 2023
- Projet étude des phases d'occupation du territoire, analyse des propositions de prix et rencontre de démarrage | 31 janvier 2023
- Lancement d'un 2^e appel de projet pour le volet 1A
- Rappel aux municipalités des sommes disponibles et bâtiments admissibles pour le volet 1B

Parc linéaire :

- Suivi fin de projet mur de soutènement Lac-Saguay

- Échanges concernant la maison du Pacifique | 18 janvier 2023
- Rencontre nouvelle direction générale et suivi dossier entente MAMH | 20 janvier 2023
- CA et AGA Corporation PTDN | 27 janvier

Gare de Mont-Laurier :

- Rencontre avec MCC, MTQ, MAMH | 10 janvier 2023
- Échanges avec la ville pour avis de démolition | 13 janvier 2023

Volet 3 (Signature innovation)

- Rencontre MAMH quant au cadre de fonctionnement | 19 janvier 2023
- Rencontre comité directeur FRRV3 | 23 janvier 2023

Volet 4 (Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale)

- Préparation et transmission des dossiers pour rencontre du 8 février 2023

Autres :

- Entente sectorielle bioalimentaire – comité directeur | 17 janvier 2023
- Rencontre avec la RIDR, RIDL CPÉRL & MAMH quant à l’entente sectorielle en économie circulaire | 19 janvier 2023
- Rencontre DG8 sur le développement social | 23 janvier 2023
- Séance du Conseil de la MRCAL | 24 janvier 2023
- CA TACAL | 2 février 2023
- Entente sectorielle bioalimentaire – comité consultatif | 7 février 2023

CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

PROVENANCE

SUJET

GIAM	Demande d'accès à l'information – MRC – TER22-191
MRC de l'Abitibi	Assurances de bâtiments patrimoniaux dans un plan d'implantation et d'intégration architecturale
CRAAQ	Entente de service pour le projet de L'ARTERRE
MERN	Transmission autorisation - Dossier 002707-22-915
FQM	Entente de services FQM - Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles signée
FQM	Entente de services FQM - Nomingue signée
FQM	Entente de services Mont-Saint-Michel et FQM signée
FQM	Entente de services FQM - La Macaza signée
FQM	Entente de services FQM - L'Ascension signée
FQM	Entente de services FQM - Ferme-Neuve signée
FQM	Entente de services FQM - Chute-Saint-Philippe signée
FQM	Entente de services MRC Antoine Labelle et FQM signée

MAMH	Demande d'aide financière au volet 1 du Fonds régions et ruralité
MSSSQ	Invitation Rencontre MADA régionale 2023
Citoyen	Lettre concernant le taux de taxation à Rivière-Rouge
Loisirs Laurentides	Fonds de l'athlète des Laurentides – Un programme à part entière de Loisirs Laurentides
MAPAQ	Entente sectorielle bioalimentaire Laurentides _ VF signée
MAMH	Réponse Demande d'aide financière au volet 1 du Fonds régions et ruralité – Projet Aide au soutien et mise en valeur du parc linéaire et ses infrastructures
MRC des Laurentides	PGMR 2022-2029

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16452-02-23

RAPPORT SUR L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS NUMÉRO 359 ET 482

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'adopter le rapport sur l'application des règlements numéro 359 et 482 couvrant la période du 12 janvier 2023 au 7 février 2023 en y enlevant le déplacement de Mme Nadia Brousseau du 17 février 2023 au comité consultatif de l'entente sectorielle bioalimentaire à Blainville, puisque la rencontre s'est tenue en visioconférence.

ADOPTÉE

RETOUR ET PROPOSITION DE RENCONTRE AVEC HYDRO-QUÉBEC

La directrice générale fait un retour sur la proposition de rencontre avec l'équipe d'Hydro-Québec responsable de la planification de l'émondage et du réseau sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle. Il est proposé d'ajouter un volet sécurité publique. La proposition d'ordre du jour est regardée par les membres et convient. Après discussions, il est convenu de tenir cette rencontre le mardi 21 mars 2023, à 13 h 00. Les maires, mairesses, directions générales et responsables des mesures d'urgence ainsi que des représentants du ministère de la Sécurité publique seront invités à celle-ci.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16453-02-23

SUIVI | MAISON DU PACIFIQUE

ATTENDU l'état de situation présenté aux membres du comité administratif de la MRC d'Antoine-Labelle quant au suivi concernant la Maison du Pacifique;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le document faisant état du suivi quant à la Maison du Pacifique et d'autoriser la directrice générale adjointe par intérim à procéder suivant les actions proposées au document.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16454-02-23

**DÉPÔT PLANIFICATION FQM POUR LES BESOINS EN INGÉNIERIE
RELATIVEMENT À L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DU
PERSONNEL TECHNIQUE DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES
MUNICIPALITÉS (FQM)**

ATTENDU l'entente relative à la fourniture du personnel technique de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) quant au service d'ingénierie;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 3 de ladite entente, la municipalité cliente doit présenter avant le 1^{er} février de chaque année à l'équipe technique de la FQM, une demande écrite relativement aux travaux d'ingénierie municipale qu'elle désire faire effectuer dans l'année courante;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité de recommander au Conseil de la MRC d'accepter tel que déposé la planification préliminaire 2023 du service d'ingénierie de la FQM pour la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16455-02-23

**DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DES MASKOUTAINS QUANT AUX
BÂTIMENTS PATRIMONIAUX - MINISTÈRE DE LA CULTURE ET
DES COMMUNICATIONS - ASSURANCES**

ATTENDU la demande d'appui reçue de la MRC des Maskoutains quant aux bâtiments patrimoniaux – Ministère de la Culture et des Communications – Assurances, aux termes de la résolution 22-11-409

ATTENDU que le patrimoine est une richesse collective, et que sa préservation est une responsabilité qui doit être concertée et assumée collectivement par l'ensemble des intervenants, le gouvernement, les autorités municipales et les citoyens, incluant les citoyens corporatifs;

ATTENDU les efforts considérables entrepris récemment par le gouvernement du Québec et les municipalités sur le plan légal et financier afin de favoriser une meilleure préservation et restauration du patrimoine bâti du Québec;

ATTENDU que le programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier contribue indéniablement à favoriser l'acceptabilité sociale de nouvelles contraintes réglementaires grandement bénéfiques à la sauvegarde de ce patrimoine;

ATTENDU l'impact majeur d'un refus d'assurabilité pour les propriétaires de biens anciens;

ATTENDU que les actions des assureurs contribuent à décourager les propriétaires de biens anciens de les conserver, et à de nouveaux acheteurs potentiels d'en faire l'acquisition et, par conséquent, contribuent à la dévalorisation dudit patrimoine, mettant en péril sa sauvegarde;

ATTENDU que les actions des assureurs compromettent celles en lien avec les nouvelles orientations du gouvernement et des municipalités pour la mise en place d'outils d'identification et de gestion de ce patrimoine;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'appuyer la MRC des Maskoutains et de demander au gouvernement du Québec d'intervenir auprès du gouvernement du Canada et des

autorités compétentes pour trouver rapidement des solutions afin de garantir, à coût raisonnable, l'assurabilité de tous les immeubles patrimoniaux et cela peu importe l'âge du bâtiment ou d'une composante, l'identification du bâtiment à un inventaire, son statut, sa localisation au zonage ou sa soumission à des règlements visant à en préserver les caractéristiques;

Il est de plus résolu de transmettre la présente résolution au gouvernement du Québec, au ministère de la Culture et des Communications, au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, aux députés fédéraux et provinciaux du territoire, aux municipalités et MRC du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités, à l'Union des municipalités du Québec, aux Amis et propriétaires des maisons anciennes du Québec APMAQ, à Action Patrimoine, à Héritage Montréal, à l'Ordre des urbanistes du Québec, à l'Ordre des architectes du Québec, au Bureau d'assurance du Canada, au Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec (RCCAQ).

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16456-02-23

DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DE LOTBINIÈRE QUANT À L'ENCADREMENT DE L'UTILISATION DES BIOSOLIDES

ATTENDU la demande d'appui reçue de la MRC Lotbinière quant à l'encadrement de l'utilisation des Biosolides, aux termes de la résolution 012-01-2023;

ATTENDU la recommandation des régies intermunicipales des déchets sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle;

ATTENDU les récents reportages sur l'utilisation de biosolides diffusés sur Radio-Canada à La Semaine verte et à Enquête compte tenu qu'ils sont eux-mêmes responsables d'équipements de traitement des eaux municipales sur un territoire dont l'agriculture est omniprésente;

ATTENDU que ces reportages font état que certains biosolides semblent importés des États-Unis et qu'ils seraient contaminés avec des PFAS, aussi appelés contaminants éternels;

ATTENDU que le volume de ces biosolides est immense et qu'il représente un défi de gestion important pour le monde municipal, il y a lieu d'amorcer une sérieuse réflexion sur leur gestion afin d'éviter que ces derniers ne soient dirigés vers l'incinération ou l'enfouissement;

ATTENDU que la valeur fertilisante de ce produit est indéniable, surtout en cette période d'instabilité politique, avec la volatilité actuelle du coût des engrais qui affecte les producteurs agricoles de la MRC de Lotbinière et du Québec en entier;

ATTENDU que les volumes de biosolides produits au Québec seraient suffisants et qu'ils sembleraient être de meilleure qualité, il y aurait lieu d'interdire l'importation de biosolides étrangers et de se concentrer sur une utilisation sécuritaire des biosolides locaux;

ATTENDU l'utilisation sécuritaire des biosolides du Québec passe par une bonne analyse des produits générés et par la fixation de seuils de PFAS et de tout autre composé non souhaitable à ne pas dépasser, voir les interdire tout simplement s'ils causent un risque;

ATTENDU que la fixation de seuils pourrait être couplée à une documentation des sources industrielles potentielles de PFAS dans la province afin de réduire le risque pour nos terres agricoles;

ATTENDU que trois ordres professionnels représentant les chimistes, les agronomes et les vétérinaires ont des préoccupations similaires à celle de la MRC de Lotbinière et appellent la population et le gouvernement « à la plus grande vigilance » ainsi qu'à des actions rapides;

ATTENDU que le ministre de l'Environnement du Québec, Monsieur Benoit Charette, a confirmé que la réglementation concernant les biosolides sera modifiée dans les prochaines semaines afin de l'encadrer plus étroitement « pour s'assurer qu'on ne compromette pas l'intégrité de nos terres agricoles et qu'on ne menace pas la santé humaine »;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'appuyer la MRC de Lotbinière et de demander au ministre de l'Environnement du Québec, Monsieur Benoit Charrette, d'agir pour arrêter l'importation de biosolides étrangers et de donner rapidement suite à ses engagements de modifier le cadre réglementaire de l'utilisation des biosolides;

Il est de plus résolu de réitérer au ministre l'importance de l'utilisation sécuritaire des biosolides produits au Québec pour des MRC à caractère agricole afin que ce dernier n'empêche pas l'utilisation de ces produits indépendamment de la provenance;

Il est de plus résolu de transmettre une copie de la présente résolution la Fédération québécoise des municipalités (FQM), à l'Union des municipalités du Québec (UMQ), à Mme Chantale Jeannotte, députée provinciale du comté de Labelle et au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Monsieur Benoit Charrette.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16457-02-23

DEMANDE D'APPUI DU MUSÉE DU SKI DES LAURENTIDES DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS POUR LE RENOUELEMENT DE L'EXPOSITION PERMANENTE "À VOS SKIS ! UNE HISTOIRE DES LAURENTIDES"

ATTENDU la demande d'appui reçue du Musée du ski des Laurentides, dans le cadre d'une demande auprès du ministère de la Culture et des Communications, pour le renouvellement de l'exposition permanente « *À vos skis ! Une histoire des Laurentides* »;

ATTENDU l'apport important de la culture et du patrimoine dans le développement économique, social et touristique du territoire des Laurentides;

ATTENDU que le Musée du ski des Laurentides joue un rôle de premier plan pour la préservation et la mise en valeur du patrimoine de la région des Laurentides;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'appuyer le Musée de ski des Laurentides dans le cadre de la demande auprès du ministère de la Culture et des Communications, pour le renouvellement de l'exposition permanente « *À vos skis ! Une histoire des Laurentides* ».

ADOPTÉE

DEMANDE DE COMMANDITE DE L'ASSOCIATION DES ARCHÉOLOGUES DU QUÉBEC (AAQ)

Les membres du comité administratif prennent connaissance de la demande de commandite de l'Association des archéologues du Québec (AAQ) pour la tenue de leur 40^e colloque annuel. Étant donné les disponibilités budgétaires, les membres du comité administratif décident de ne pas participer financièrement.

M. Normand St-Amour quitte la séance dénonçant son conflit d'intérêts quant à la prochaine demande, il est 14 h 28.

DEMANDE DE COMMANDITE POUR SOIRÉE ET CÉRÉMONIE DE GRADUATION DE L'UQAT À MONT-LAURIER

Les membres du comité administratif prennent connaissance de la demande de commandite pour la soirée et la cérémonie de graduation de l'UQAT à Mont-Laurier. Étant donné les disponibilités budgétaires, les membres du comité administratif décident de ne pas participer financièrement.

M. Normand St-Amour revient siéger, il est 14 h 31.

RETOUR PROPOSITION RENCONTRE CONSEIL DE LA MRC

La directrice générale fait un retour sur l'élaboration de la planification stratégique de la MRC d'Antoine-Labelle (ADM-07-2022). Ce point avait été traité lors de la séance du Conseil de la MRC du 24 janvier 2023, toutefois les maires et mairesses ont demandé des ajustements. La directrice générale et la directrice des services juridiques, du greffe et de l'approvisionnement ont rencontré la firme Espace Stratégies afin de lui faire part des ajustements demandés par le Conseil. La firme a retransmis à la MRC une offre révisée, laquelle a été transmise dans le rapport décisionnel, avec la recommandation de la directrice des services juridiques, du greffe et de l'approvisionnement, pour une somme de 11 842.43 \$, incluant les taxes. Des dates sont regardées pour la tenue de la rencontre.

SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

RETOUR | TAXATION ÉDIFICE ÉMILE-LAUZON

La directrice générale et le directeur du service de l'évaluation foncière font un retour sur le dossier de taxation de l'Édifice Émile-Lauzon. Une rencontre se tiendra avec les procureurs respectifs de la Ville et de la MRC. Un retour sera fait aux membres du comité à une prochaine rencontre.

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Guy Quevillon, directeur du service de l'évaluation foncière, est présent et informe les membres des derniers travaux du service quant à l'organisation du

service, les activités particulières, la mise à jour des rôles et revisite, la réforme du cadastre, les demande de révision et appel au T.A.Q. et l'équilibrage des rôles 2024-2025-2026.

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Aucune correspondance n'a été reçue.

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Jocelyn Campeau, directeur du service de l'aménagement du territoire, est présent. Au cours du dernier mois, les principales activités du service de l'aménagement du territoire ont porté sur :

Calendrier des rencontres

- Rencontre PADF - bilan de mi-année | 16 janvier
- MRNF/L'Ascension – villégiature et chantier | 18 janvier
- Audit de performance FSC – Industrie Crète | 18 janvier
- PACC – Consultation plan d'action | 19 janvier
- Rencontre SST | 25 janvier
- Forum sur l'intégration des activités minières | 26 janvier, Gatineau
- Forum PFNL | 1er février
- Webinaire - Révision schéma d'aménagement - AARQ | 2 février
- Rapport annuel – présentation aux employés | 2 février
- Projet de Vision municipale PATP | 3 février
- Comité de gestion interne | 6 février
- Comité de travail PACC | 7 février
- CA – PRMD | 18 janvier
- CA – PRPB | 19 janvier
- CA – PRRK | 31 janvier (absent)

Aménagement du territoire

- PDZA : projet de plan d'action et de vision en rédaction
- PACC : Vision stratégique et grands enjeux
- SADR – Périmètres urbains/cartographie et argumentaires

Gestion (ententes et conventions)

Baux de villégiature | sable et gravier

- Suivi nouveau BEX Lac Marsan – associations et VRR
- Restauration d'une sablière en TNO : préparation des documents de demande de prix suite à l'acceptation de la subvention MRNF

TPI | Territoire public intramunicipal

Foncier

- Dossier échange – Notre-Dame-de-Pontmain | nouveau rapport d'évaluation reçu
 - En analyse et discussions avec MRNF

Forestier

- Suivi des travaux et gestion du mesurage du chantier lac des Tourtes à Notre-Dame-de-Pontmain ;

- Analyser de scénarios pour la récupération du chablis et l'aménagement des blocs du TPI à Rivière-Rouge (Érablière Lachapelle et chantier Gargantini);
- Préparer la présentation du projet FARR sur la stratégie de développement de l'acériculture sur les TPI de la MRC AL;
- Rédiger le rapport final du projet MAPAQ – banque de terres à vocation acéricole sur les TPI de la MRC AL.
- Relevés terrain et ajustement des superficies de 3 permis d'exploitation acéricole.

TNO | Territoire non organisé

- Protocole d'entente – entretien chemin Vanier
- Tarification LETI – communiqué
- Document d'infos/compte de taxes TNO

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

PROVENANCE

SUJET

Mun. Nominuingue MRNF	Dérogation mineure – Nominuingue Renouvellement suspension TIAM – MRC d'Antoine-Labelle
MRNF	Entente d'aide financière pour le soutien à la mise en valeur du territoire public par la remise en état de sablière et de gravières signée
Contribuable	Lettre_ Demande d'information sur le Plan d'aménagement et de gestion (27 juin 2007)
Ass. des résidents du lac Marsan dans le secteur du lac Mun. Sainte-Anne-du-Lac MRC d'Argenteuil du rapport final du Mun. Chute-Saint-Philippe à la Société de	Opposition à l'établissement d'une carrière Marsan, Rivière-Rouge Permis en littoral 2022 Résolution 23-01-005-PACC – Approbation volet 1 Résolution 12303-2023 – Demande adressée développement du réservoir Kiamika (SDRK)
MRNF	Consultation - Autorisation VHR Club Quad Quadris-Laus
Contribuable	Demande de retrait du ponceau à la décharge du lac Hamel

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16458-02-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA VILLE DE MONT-LAURIER : RÈGLEMENT # 134-76

ATTENDU que la Ville de Mont-Laurier a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 134-76 modifiant son règlement numéro 134 relatif au zonage;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement

numéro 134-76 de la Ville de Mont-Laurier, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16459-02-23

AVIS DE CONFORMITÉ À UN PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) DE LA VILLE DE MONT-LAURIER : RÉSOLUTION # 23-01-050

ATTENDU que la ville de Mont-Laurier a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité une résolution portant le numéro 23-01-050 à l'égard d'autoriser un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (lot 3 048 186) pour la propriété sise au 817 rue de la Madone ;

ATTENDU que le projet soumis a pour objectif de permettre, conformément au règlement numéro 270 sur les PPCMOI de la Ville de Mont-Laurier, de recycler un entrepôt de fruits et légumes en mini-entrepôts intérieurs avec la condition suivante :

- Une bande de verdure comportant un aménagement paysager devra être aménagée du côté de la rue Dorion, à partir de la porte montante gauche et s'étendant jusqu'à la limite latérale de la propriété.

ATTENDU que le service de l'aménagement du territoire, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (lot 3 048 186), pour la propriété sise au 817 rue de la Madone, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositifs de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16460-02-23

AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION : RÈGLEMENT # 2022-542

ATTENDU que la municipalité de L'Ascension a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 2022-542 modifiant son règlement numéro 2000-346 relatif aux permis et certificats;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 2022-542 de la municipalité de L'Ascension, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16461-02-23

**AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA
MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION : RÈGLEMENT # 2022-543**

ATTENDU que la municipalité de L'Ascension a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 2022-543 modifiant son règlement numéro 2000-348 relatif au zonage;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 2022-543 de la municipalité de L'Ascension, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16462-02-23

**AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA
MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION : RÈGLEMENT # 2022-544**

ATTENDU que la municipalité de L'Ascension a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 2022-544 modifiant son règlement numéro 2000-348 relatif au zonage;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 2022-544 de la municipalité de L'Ascension, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16463-02-23

**AVIS DE CONFORMITÉ D'UN RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA
MUNICIPALITÉ DE LAC-SAINT-PAUL : RÈGLEMENT # 042-2022-
LAU**

ATTENDU que la municipalité de Lac-Saint-Paul a soumis à la MRC d'Antoine-Labelle pour avis de conformité, un règlement portant le numéro 042-2022-LAU modifiant son règlement numéro 142 relatif au zonage;

ATTENDU que le service de l'aménagement, après analyse, a émis un avis favorable;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité d'émettre un avis favorable quant à la conformité du règlement numéro 042-2022-LAU de la municipalité de Lac-Saint-Paul, en regard des objectifs du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RETOUR SUR LA DEMANDE D'APPUI DE LA VILLE DE RIVIÈRE-ROUGE QUANT AU PROJET MINIER MOUSSEAU-OUEST

ATTENDU les informations relatives à une potentielle mise en exploitation des claims miniers connus sous le nom de « Mousseau-Ouest » situé dans le secteur de Ste-Véronique sur le territoire de la Ville de Rivière-Rouge, par la compagnie minière Northern Graphite Corporation (NGC) ;

ATTENDU que les claims miniers concernés par ce projet se situent également en grande partie, à l'intérieur des limites du territoire constituant le parc régional du Réservoir Kiamika ;

ATTENDU que la MRC d'Antoine-Labelle (MRCAL) considère que les activités liées à l'exploitation d'un site minier et celles liées à la mise en valeur d'un parc régional à vocation récréotouristique sont incompatibles ;

ATTENDU que dans la démarche d'identification de territoires incompatibles à l'activité minière (TIAM), la MRCAL a identifié ses parcs régionaux comme devant faire partie de ce type de territoire et qu'à cet effet, ceux-ci se doivent d'être protégés ;

ATTENDU le projet de développement d'envergure, déjà bien entamé, du pôle d'accueil de la baie Blueberry situé dans le parc régional du Réservoir-Kiamika, représentant un investissement de plus 2,5 millions de dollars, pour lequel de l'aide financière a été majoritairement octroyée par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, mais également par la Ville de Rivière-Rouge et la Société de développement du réservoir Kiamika ;

ATTENDU qu'un tel projet de développement pourrait être mis en péril par l'exploitation d'un projet minier à proximité, en entraînant possiblement des pertes financières considérables, et ce, compte tenu des investissements majeurs faits à ce jour et des impacts causés par des activités minières à proximité ;

ATTENDU que la MRCAL reconnaît également les besoins en matière première de l'industrie minière québécoise et que l'exploitation des ressources naturelles du territoire public revêt une importance capitale pour la production de biens essentiels, entre autres, en ce qui concerne l'électrification des modes de transport dans l'avenir ;

ATTENDU que selon les informations connues à ce jour, l'approvisionnement et le maintien des opérations de l'usine de transformation du graphite de Saint-Aimé-du-Lac-des-Iles pourrait être dépendant du nouveau site d'approvisionnement du secteur Mousseau Ouest ;

ATTENDU l'importance économique de la présence de cette usine dans la région et des emplois qui en découlent ;

ATTENDU que plusieurs informations demeurent manquantes à ce moment et que plusieurs autres étapes sont à franchir avant la mise en exploitation d'un tel site ;

ATTENDU que le conseil de la MRC insiste sur l'importance du gouvernement du Québec d'impliquer les municipalités et les MRC lors de décisions impliquant des droits miniers ;

ATTENDU que la Ville de Rivière-Rouge s'est fermement opposée par résolution au projet de mise en exploitation de ce projet minier et demande, à cet effet, l'appui de la MRCAL ;

ATTENDU qu'une correspondance de la sous-ministre associée aux mines, Mme Nathalie Camden est parvenue à la Ville en réponse à ces résolutions ;

ATTENDU la mobilisation du milieu municipal québécois sur la question du développement minier et la tenue du forum **Intégration des activités minières : acceptabilité sociale et cohabitation**, organisé par l'Union des municipalités du Québec (UMQ) le 26 janvier 2023 ;

ATTENDU les engagements du gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) lors de la dernière campagne électorale et particulièrement celui du premier ministre François Legault à l'effet qu'aucun projet minier ne verrait le jour sans qu'il n'y ait une acceptabilité sociale;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Normand St-Amour et résolu à l'unanimité de recommander au conseil de la MRC d'Antoine-Labelle d'adopter la position suivante en rapport avec la demande d'appui de la Ville de Rivière-Rouge quant au projet minier Mousseau-Ouest soit :

- Que le conseil de la MRC signifie au gouvernement du Québec son inquiétude quant aux procédures d'octroi de droits miniers sur le territoire québécois et qu'à cet effet, elle réitère à celui-ci sa demande d'impliquer davantage les municipalités et MRC quant aux orientations et décisions affectant les droits miniers sur le territoire ;
- Que le conseil de la MRC demande au ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) de revoir les critères d'octroi de titre minier en considérant la présence de projets récréotouristiques d'envergure tel que le Parc régional du Réservoir Kiamika et, à cet effet, de prendre en considération les territoires soumis par la MRCAL dans sa cartographie de gel temporaire actuellement en vigueur et de surseoir à l'émission des permis d'exploitation minière sur tout le territoire de la MRCAL, et ce, jusqu'à ce que les négociations entourant les TIAM de son territoire aient été conclues ;

Il est également recommandé que le conseil de la MRC :

- Considère prématuré de se positionner spécifiquement sur le projet minier « Mousseau-Ouest » étant donné le manque d'information à ce stade-ci et qu'elle demande au MRNF d'assurer auprès de la MRCAL un suivi régulier quant à l'état d'avancement du dossier de demande de permis d'exploitation de la compagnie NGC ;
- Que la résolution adoptée soit transmise à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Madame Maïté Blanchette Vézina, au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et ministre responsable de la région des Laurentides, Monsieur Benoit Charette, à la députée de la circonscription de Labelle, Madame Chantale Jeannotte, à la direction régionale de l'Outaouais-Laurentides du ministère des Ressources naturelles et des Forêts et à la Ville de Rivière-Rouge.

ADOPTÉE

DEMANDE DE CONSULTATION DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS (MRNF) POUR AUTORISATION DE SENTIER VHR POUR LE CLUB QUAD QUADRI-LAUS

Le directeur du service de l'aménagement du territoire, M. Jocelyn Campeau, informe les membres du comité administratif de la demande de consultation reçue du ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) quant à l'autorisation de sentier VHR pour le Club Quadri-Laus. M. Campeau informe

les membres qu'il a convenu avec le ministère qu'il assurera un suivi avec les directions générales des 4 municipalités concernées afin que celles-ci signifient leur position par résolution au MRNF. Le service de l'aménagement pourra, au besoin, apporter le support technique requis aux municipalités.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16465-02-23

AUTORISATION DE SIGNATURE - ENTENTE CONCERNANT L'OCTROI D'UNE LICENCE DE DROIT D'AUTEUR POUR L'UTILISATION DE DONNÉES FAUNIQUES SENSIBLES ET LA PROTECTION DE LEUR CONFIDENTIALITÉ

ATTENDU que le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) est titulaire, pour et au nom du gouvernement du Québec, des droits d'auteur sur les données décrites à l'Annexe A (ci-après : « Données brutes »), qu'il est le gestionnaire de ces droits et qu'il est autorisé à accorder tout droit relativement à celles-ci ;

ATTENDU que la MELCCFP souhaite consentir à la MRC d'Antoine-Labelle une licence pour l'utilisation des Données brutes selon les modalités énoncées dans l'entente ;

ATTENDU que les Données brutes sont sensibles et que le MELCCFP souhaite donc protéger leur caractère confidentiel, notamment en encadrant leur utilisation et leur communication ;

ATTENDU que le MELCCFP garantit qu'il détient les droits et les autorisations requis aux présentes concernant l'utilisation des Données brutes ;

ATTENDU l'« Entente concernant l'octroi d'une licence de droit d'auteur pour l'utilisation de données fauniques sensibles et la protection de leur confidentialité » déposée;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt l'« *Entente concernant l'octroi d'une licence de droit d'auteur pour l'utilisation de données fauniques sensibles et la protection de leur confidentialité* ».

Il est de plus résolu d'autoriser le directeur du service de l'aménagement du territoire de la MRC d'Antoine-Labelle à signer, pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, ladite entente.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16466-02-23

DEMANDE AU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS (MRNF) | CARTE DE SUSPENSION TEMPORAIRE TIAM – SECTEUR LAC MARSAN

ATTENDU la réception, le 20 octobre 2022, d'une demande de commentaires concernant l'ouverture d'un site d'extraction de substances minérales de surface par le MRNF dans le secteur du Lac Marsan sur le territoire de la Ville de Rivière-Rouge ;

ATTENDU que suite à cet avis, la MRCAL s'est prononcée sur le processus d'octroi de ce type de droits et a signifié au MRNF ses inquiétudes sur ce type de projet dans un secteur de villégiature, le tout par la résolution MRC-CA-16346-11-22;

ATTENDU que la MRCAL a également signifié son appui à la position de la Ville de Rivière-Rouge qui s'oppose fermement au projet de mise en exploitation d'un tel site d'extraction de type carrière dans le secteur du Lac Marsan, connue sous le nom de BEX 1860. Le tout par la résolution MRC-CA-16467-01-23 ;

ATTENDU que ce secteur avait été identifié comme étant un territoire incompatible à l'activité minière (TIAM) par la MRC puisqu'il rencontrait les critères établis dans les orientations du MRNF et qu'à cet effet le secteur figurait dans la cartographie déposée au MRNF en juillet 2017 et que le dépôt de cette carte entraînait la suspension temporaire de l'émission de droits miniers dans les secteurs visés ;

ATTENDU que selon les analyses du service de l'aménagement du territoire de la MRC, aucun claim minier n'était présent dans ce secteur lors du dépôt de cette carte auprès du MRNF en 2017 et que le secteur aurait dû donc, faire l'objet de ladite suspension temporaire demandée par la MRC ;

ATTENDU que selon ces mêmes analyses, la délimitation de la zone de suspension semble avoir été modifiée en janvier 2018 sans que la MRC n'en fasse la demande, puisque, selon les directives du MERN, il est impossible de modifier la carte de gel temporaire après son dépôt;

ATTENDU que suite à ces modifications, le MRNF a procédé à l'émission des claims miniers concernés le 31 janvier 2019 ;

ATTENDU que selon les dernières informations obtenues, ces claims miniers venaient à échéance le 29 janvier 2023, que ceux-ci n'auraient pas été renouvelés et qu'aucun autre droit ne subsiste sur le secteur concerné ;

Il est proposé par Denis Lacsse, appuyé par Yves Bélanger et résolu à l'unanimité que la MRC d'Antoine-Labelle demande au MRNF de ne pas octroyer de nouveaux droits dans le secteur concerné et de réintroduire celui-ci à l'intérieur de la zone de suspension temporaire telle qu'elle figurait sur la carte déposée par la MRC d'Antoine-Labelle en juillet 2017, et ce, dans les plus brefs délais.

Il est également résolu de réitérer au gouvernement provincial l'importance d'impliquer les municipalités et MRC quant aux orientations et décisions affectant les droits miniers sur leurs territoires.

Il est de plus résolu que la présente résolution soit transmise à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, madame Maité Blanchette Vézina, au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et ministre responsable de la région des Laurentides, monsieur Benoit Charette, à la députée de la circonscription de Labelle, madame Chantale Jeannotte, à la directrice régionale de la région Outaouais- Laurentides du ministère des Ressources naturelles, madame Gail Sullivan et à la Ville de Rivière-Rouge.

ADOPTÉE

SERVICE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Claude Dionne, directeur du service de gestion intégrée des ressources naturelles, est présent. Au cours du dernier mois, les principales activités du service ont porté sur :

- Tenu de la rencontre du comité de suivi du PADF, le 16 janvier 2023;
- Tenu de la onzième TGIRT conjointe, le 26 janvier 2023;
- Tenu du comité faunique sur les habitats fauniques sensibles à l'aménagement forestier, le 31 janvier 2023;
- Participation à la rencontre sur l'élaboration d'une vision municipale du PATP, le 3 février 2023;
- Lancement de l'appel de projets d'interventions ciblées du PADF 2023-2024, le 6 février 2023;
- Rédaction du rapport de la consultation publique du PAFIT;
- En continu : Participation aux comités ciblés et rencontres d'informations pour l'harmonisation des chantiers présentés aux TGIRT.

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES

Aucune correspondance n'a été reçue.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16467-02-23

AJOUT DE PROJETS 2022-2023 AU PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DURABLE DES FORÊTS (PADF) - VOLET INTERVENTIONS CIBLÉES

ATTENDU la résolution MRC-CC-14589-04-22 quant au registre régional des projets d'interventions ciblées 2022-2023 du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF);

ATTENDU la diminution du montant nécessaire pour la réalisation du projet 22-PADF-15-REG;

ATTENDU que les comités de priorisation ont été informés de l'ajout du projet 22-PADF-16-780

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt les modifications au tableau des interventions ciblées 2022-2023.

ADOPTÉE

ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16468-02-23

REGISTRE DE CHÈQUES DES TNO - JANVIER 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des TNO, portant les numéros 9053 à 9076, totalisant 33 456.89 \$ et portant sur la période du 1^{er}

au 31 janvier 2023. Les chèques numéro 9058 et 9061 ont été datés de décembre 2022 par erreur et ont été annulés en décembre 2022 et refaits en janvier 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16469-02-23

REGISTRE DES PRÉLÈVEMENTS DES TNO - JANVIER 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre des prélèvements des TNO, portant les numéros 60 et 61, totalisant 6 269.60 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 31 janvier 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16470-02-23

DÉPÔT DU RÔLE DE PERCEPTION 2023

Il est proposé par M. Normand St-Amour, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt le rôle de perception des Territoires non organisés de la MRC d'Antoine-Labelle, montrant ce qui suit : 93 116 600 \$ à titre d'assiette foncière générale, 916 dossiers d'évaluation, représentant : 409 340.78 \$, 46 989 \$ à percevoir via divers tarifs pour l'hygiène du milieu, 11 018.58 \$ pour le chemin Lépine-Clova, 7 431 \$ aux fins de la promotion touristique et 49 528.12 \$ de quote-part à verser à la MRC d'Antoine-Labelle, pour un montant total de 524 307.48 \$, en y ajoutant les arrérages et les intérêts impayés au montant lors de l'envoi des comptes de taxes.

ADOPTÉE

CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS

Aucune correspondance n'a été reçue.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16471-02-23

RENOUVELLEMENT DU PROTOCOLE D'ENTENTE SAISONNIER 2023 POUR L'ENTRETIEN DU CHEMIN VANIER

ATTENDU le projet du protocole d'entente saisonnier des partenaires du chemin Vanier présenté aux membres;

ATTENDU que le montant du protocole est de 28 000 \$ à partager entre (six) partenaires;

ATTENDU que la contribution de la MRC d'Antoine-Labelle est de 4 700 \$;

ATTENDU que la MRC d'Antoine-Labelle désire faciliter l'accès à ses Territoires non organisés;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé, le projet d'entente saisonnier des partenaires du chemin Vanier et d'autoriser le préfet et la directrice générale à signer, pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, ledit protocole.

Il est de plus résolu d'autoriser les services financiers à procéder au versement de 4 700 \$, à même le fonds des TNO pour la réalisation de travaux 2023 sur des ponts et chemins, selon les modalités prévues audit protocole.

ADOPTÉE

PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

Aucun contribuable ne se manifeste.

LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le préfet lève la séance. Il est 15 h 20.

Daniel Bourdon, préfet

Me Mylène Mayer, directrice générale et greffière-trésorière